

BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 15**

QUORUM : 8

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3

OBJET DE LA DECISION

N° 25/351

**PLAN LOGEMENT D'ABORD 2
- ATTRIBUTION DE
SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 20 000 € A L'ASSOCIATION
ACTION TANK POUR
L'ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/351

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - ATTRIBUTION DE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 20 000 € A
L'ASSOCIATION ACTION TANK POUR L'ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024, autorisant la signature de la convention pluriannuelle avec l'État,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « Plan Logement d'Abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 Janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le « Plan Logement d'Abord 2 » métropolitain,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique locale de l'Habitat et de Solidarités la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan métropolitain « Logement d'Abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT que dans le cadre du « Plan Logement d'Abord 1 » de la Métropole, l'association Action Tank a créé l'outil de connaissance et d'analyse des parcours résidentiels appelé « Démarche Synchro »,

CONSIDERANT que l'association Action Tank déploie désormais cet outil et va former les pilotes et les structures participantes à son utilisation,

CONSIDERANT qu'il est proposé de poursuivre le soutien de cette action dans le cadre du « Plan Logement d'Abord 2 » et qu'il convient ainsi de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée, intitulée « Convention 2025 d'objectifs entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Action Tank dans le cadre du plan Logement d'Abord 2 ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention avec l'association Action Tank.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à prendre tout acte et à signer tout document rendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

D'ATTRIBUER à l'association Action Tank une subvention de vingt mille euros (20 000 €) au titre de l'année 2025.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

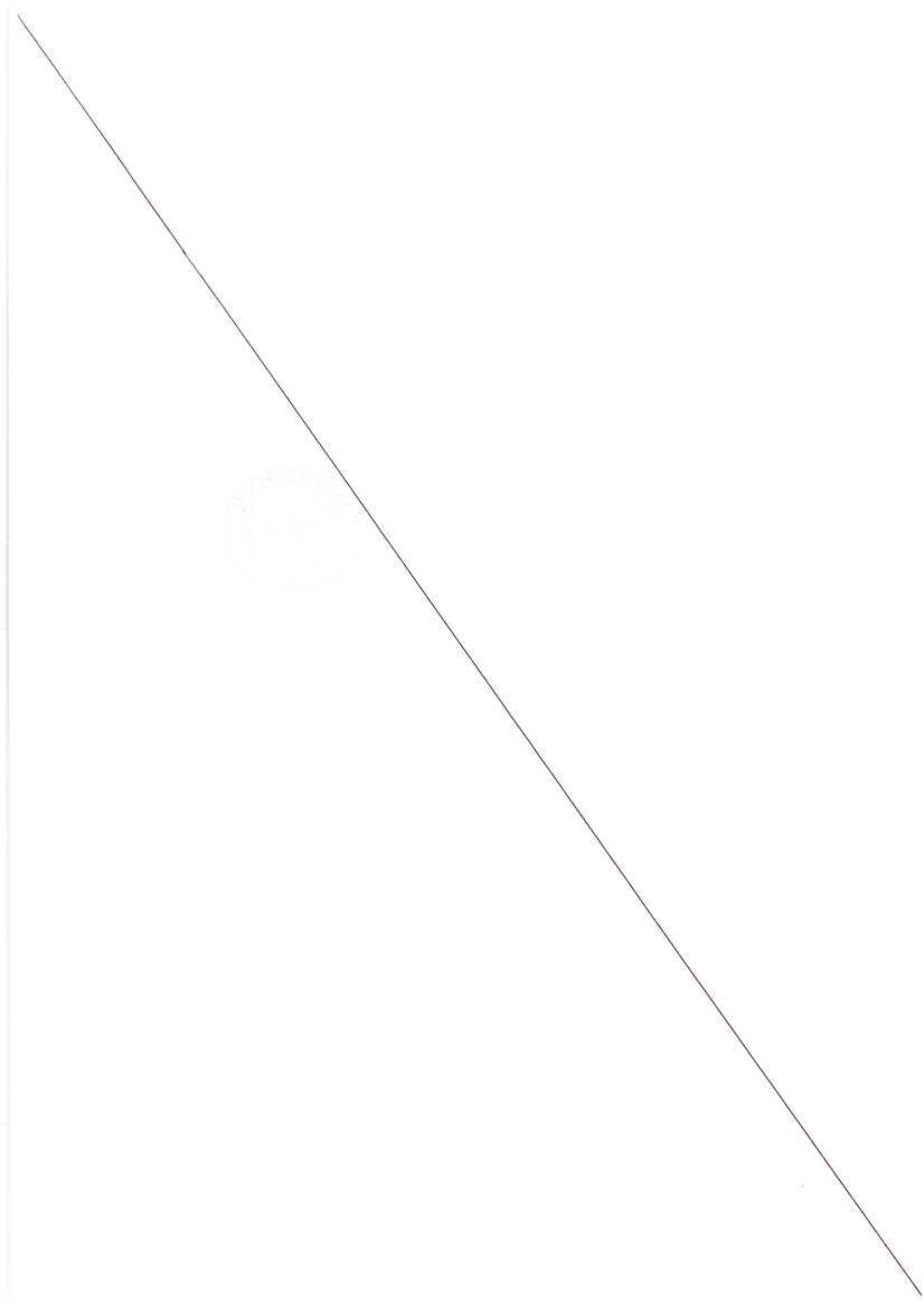
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Convention d'objectifs 2025
entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et
l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté dans le cadre du plan
Logement d'Abord 2

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association ACTION TANK ENTREPRISE ET PAUVRETE, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social se situe au 40, rue de Chabrol, 75010 Paris et représentée par son co-président, Martin Hirsch, en application de la décision du conseil d'administration, en date du 1er juin 2023, N° SIRET : 52964915400034
- Ci-après dénommée l'Association,

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ici il conviendra d'expliciter les raisons pour lesquelles une subvention est accordée à ladite association.

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 _2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal¹ et DDETS du var). Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité
- Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations

¹ Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement

➤ **Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, signée avec l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté, s'inscrit dans l'axe 2 du plan LDA :

Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations

Sous-axe : 2.3. Mieux connaître la demande et les besoins et mieux connaître les parcours

L'action s'intitule : *Action 1 Bis – diagnostic logement d'abord - Etude qualitative "sans abrisme, rupture de parcours logement- trajectoire de vie et parcours »*

L'Action Tank Entreprise et Pauvreté, association reconnue d'intérêt général réunissant des acteurs publics et privés dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion en France, a développé la démarche Synchro d'observation du sans-abrisme et de pilotage, et proposé celui-ci pour l'accompagnement de la Métropole dans la phase de mise en œuvre initiale de la démarche, et notamment pour un appui à l'intégration des données et la production des indicateurs de pilotage dans les premiers mois de mise en œuvre de la démarche.

L'observation dynamique territoriale visée consiste en un suivi mensuel des besoins et une mise en lien avec les réponses en termes de logement ou d'hébergement qui leur sont apportées. Cette démarche d'observation et de pilotage va au-delà de la logique d'indicateurs de suivi, telle que posée par le Ministère du Logement. Il s'agit d'une démarche visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire, afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement.

Cette connaissance sur les trajectoires résidentielles des ménages permet de comprendre quels sont les profils et le nombre de ménages qui connaissent des ruptures de trajectoires résidentielles, essentiel afin de pouvoir mieux les prévenir.

Le portage de la démarche d'observation dynamique Synchrø s'inscrit dans le travail partenarial sur le territoire, dans le cadre de la politique du Logement d'abord, avec un co-portage au niveau institutionnel par la métropole et l'administration.

Cette observation sociale dynamique doit être incluse comme un outil du service public de la rue au logement, en s'inscrivant dans les travaux de l'observatoire du SIAO. Le portage opérationnel de la démarche est donc situé au sein du SIAO, porté par l'association Itinova.

La démarche Synchrø repose sur l'utilisation et l'intégration harmonisée, au niveau du SIAO, de l'ensemble des données disponibles concernant les besoins des ménages sans domicile sur le territoire, information qui est collectée et détenue par divers acteurs. Un élément clé de la démarche est ainsi l'agrégation de l'ensemble de ces informations pour produire une vision globale et actualisée mensuellement de la situation sur le territoire en termes de sans-abrisme.

La présente convention fait suite à la convention en cours de réalisation, signée dans le cadre du plan LDA 1. La mise en place de l'outil d'analyse et de pilotage dit « démarche synchro » est poursuivi dans le cadre du Plan LDA 2 coélaboré avec les acteurs institutionnels et opérationnels du territoire et validé par le Conseil Métropolitain.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association Action Tank s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté en annexes I et II et dans la Fiche Action 1 Bis.

Objectifs de l'action pour 2025 sont :

1. Intégration de nouvelles bases de données
2. Poursuite de la formation du SIAO sur l'accompagnement des acteurs à l'analyse des données et leur utilisation sur l'identification des besoins et solutions à mettre en place
3. Mise en place du pilotage par la donnée dans différentes commissions et instances
4. Améliorations techniques de l'outil grâce à l'avancée du déploiement sur d'autres territoires, notamment sur la facilitation du partage de données

L'association mobilise ses professionnels pour participer aux formations et séminaires évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté à hauteur de 20 000 euros (vingt mille euros) conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **20 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % **soit 10 000 euros**, à la notification de la convention,
- Le solde, soit **10 000 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire

Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

L'instance pilotage et de suivi de l'action est composée de : la métropole, la DDETS et l'Action Tank.
L'action Tank s'engage à présenter l'état d'avancée et la finalité de ses travaux aux différentes instances du Plan LDA.

Les parties s'engagent à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'association devra fournir :

- Les résultats des analyses pour les différentes phases de déploiement de la « Démarche Synchro » comme prévu dans son calendrier.

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs suivants :

Indicateurs quantitatifs :

- Poursuite de la fiabilisation de l'information produite :
 - Nombre de nouvelles bases mobilisées
 - Nombre de prises de contact et échanges préparatoires avec les partenaires possédant d'autres données
- Démarrage de l'animation – partage et utilisation de l'information produite
 - Nombre de comités de suivi
 - Nombre de présentations de la démarche à des acteurs du territoire
- Formation des équipes des membres du comité de suivi et en particulier du SIAO pour la prise en main de l'outil Synchro
 - Nombre de sessions de travail

Indicateurs qualitatifs :

- Poursuite de la fiabilisation de l'information produite :
- Amélioration des outils de visualisation de la donnée
- Démarrage de l'animation – partage et utilisation de l'information produite (passage de l'observation au pilotage)

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.
Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le _____, à Toulon

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le directeur de l'association
Action Tank Entreprise et Pauvreté

Jacques BERGER

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Démarche synchro – outil d'analyse et de pilotage

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
25 000€	20 000€	20 000€

a) Objectif(s) : (cf.corps de la convention)

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre de nouvelles bases mobilisées
 - Nombre de prises de contact et échanges préparatoires avec les partenaires possédant d'autres données
 - Nombre de sessions de Formation des équipes des membres du comité de suivi et en particulier du SIAO pour la prise en main de l'outil Synchro
 - Nombre de comités de suivi
 - Nombre de présentations de la démarche à des acteurs du territoire
- Indicateurs qualitatifs :
 - Poursuite de la fiabilisation de l'information produite :
 - Amélioration des outils de visualisation de la donnée
 - Démarrage de l'animation – partage et utilisation de l'information produite (passage de l'observation au pilotage)

c) Public(s) visé(s) :

L'ensemble des ménages sans-domicile ou à risque de le devenir à court terme

d) Localisation :

Métropole de Toulon Provence Méditerranée

e) Moyens mis en œuvre :

Deux chefs de projet Action Tank mobilisés pour l'accompagnement des partenaires dans la mise en œuvre de la démarche (représentant 0,25 ETP)

Mise à disposition de l'outil d'intégration et de datavisualisation Synchro

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État :	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	20000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	700	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fondations privées	5000
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	16 500	Autres établissements publics	

Charges sociales	7 800		
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	25000	TOTAL DES PRODUITS	25000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	25000	TOTAL	25000
<p>La subvention de...20 000 € représente ...80.....% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			